

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 28 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

BIOVAL

Zone d'activités de la Grande Bellavarde
73390 Chamoux-sur-Gelon

Références : 20231107-RAP-BIOVAL-Chamoux-sur-gelon-InspectionBarpi
Code AIOT : 0010700350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 novembre 2023 dans l'établissement BIOVAL implanté Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon. L'inspection a été annoncée le 27/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOVAL
- Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon
- Code AIOT : 0010700350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOVAL, dont le siège social est établi au lieu dit Les trois Vallons, 38080 L'isle D'abeau, a repris en 2020 la partie des activités de production de CSR (combustible solide de récupération) anciennement exploitées par la société SIBUET.

Elle exploite donc régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral du 8 décembre 2022, une installation de traitement de déchets non dangereux sur un site qui occupe une surface d'environ 26 000 m² et emploie 21 personnes.

L'activité de traitement de déchets non dangereux consiste à fabriquer du combustible de substitution (CSR) à l'usage des cimenteries avec des déchets issus des bennes « d'enfouissables »

collectées dans les déchetteries du secteur, de déchets provenant d'industriels, et de déchets provenant de la filière de collecte des déchets d'équipements d'ameublement (DEA).
La présente inspection s'inscrit dans le cadre du REX incendie du 1^{er} août 2022, suite auquel, l'exploitant a mis en place des moyens de lutte incendie complémentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Moyens de secours incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de secours incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.5.1	Observation
2	Rétention et gestion des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 3.3.2	Observation
3	vannes barrage eaux extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 3.2.5	Sans objet
4	consignes de sécurité mise en rétention EI	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.2.3	Sans objet
5	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.4.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous demandons à l'exploitant sous un délai d'un mois de :

- confirmer que les moyens de défense incendie complémentaires sont opérationnels,
- fournir un descriptif technique détaillé et actualisé de l'installation de défense incendie automatique qu'il a mis en place, accompagné d'un plan actualisé des moyens incendie du site. Ce plan actualisé mentionnera également l'emplacement des bâches de rétention des eaux d'extinction incendie,
- tenir à jour dans son registre un suivi des dates d'essais périodiques du bon fonctionnement et d'entretien des vannes d'isolement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de secours incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.5.1
Thème : Risques accidentels, Moyens de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.5.1. Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A à raison d'un appareil pour 250 m² (au minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc ...), • d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques, • d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables, • 2 RIA (robinet d'incendie armé) • d'une citerne incendie de 13 m³, équipée d'une motopompe et de lances incendie. <p>Les extincteurs et les RIA sont judicieusement placés et répartis dans l'établissement. Leurs emplacements sont signalés et ils restent accessibles facilement en toute circonstance.</p> <p>Les moyens externes de lutte contre l'incendie sont constitués par un poteau incendie capable de délivrer un débit de 60 m³/heure pendant deux heures.</p> <p>En complément de cet hydrant, une plate-forme d'aspiration, réceptionnée par le SDIS, et accessible en toutes périodes de l'année aux engins de secours, est aménagée au bord du Gelon.</p>

<p>L'établissement doit ainsi disposer, en cas de sinistre, d'un débit de 120 m³/h pendant 2h.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température, et notamment en période de gel.</p> <p>La totalité des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie en place est conforme aux normes en vigueur.</p> <p>Article 6.5.2. Maintenance et vérification périodique des équipements</p> <p>L'exploitant assure la maintenance et l'entretien des matériels de sécurité, de détection et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>La motopompe fait l'objet d'essais hebdomadaires de fonctionnement, qui sont consignés sur un registre.</p> <p>Ces vérifications sont consignées sur un registre mentionnant également les suites données, et adjoint au dossier "installations classées" prévu à l'article 1.5.11.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, suite à l'incendie du 1^{er} août 2022 au sommet d'un tas de déchets entrants sur site, l'exploitant a fait la proposition de mettre en place un dispositif complémentaire incendie comprenant un système de défense incendie automatique composé d'une réserve d'eau de 700m³, d'une moto-pompe diesel et de 5 canons automatiques situés en hauteur.</p> <p>Cette solution technique a été validée par le SDIS-73 par courriel du 10 mai 2023 car elle répond aux objectifs fixés lors de la Commission de Suivi de Site (CSS) du 28 septembre 2022, au cours de laquelle il a été conclu que la disponibilité des réserves d'eau incendie sur site étaient à développer pour éviter d'utiliser le réseau d'eau potable (alimentant les poteaux incendie) et pour palier au faible débit du ruisseau le Gelon en période de sécheresse. Il avait été rappelé que la disponibilité des volumes d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie est de la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Il convenait donc pour l'exploitant d'étudier et de mettre en œuvre des solutions qui tiennent compte du retour d'expérience du dernier incendie survenu le 1^{er} Août 2022.</p> <p>Suite à ces conclusions, l'exploitant a mené ses recherches pour trouver une solution technique efficace pour lutter contre un incendie sur site.</p> <p>À réception de l'avis du SDIS, ces moyens de défenses incendie ont été mis en place.</p> <p>Toutefois, lors de l'inspection du 7 novembre 2023, l'ensemble des moyens mis en place par la société ITEX (Ingénierie technique d'extinction) n'étaient pas encore en service. La réception des travaux sera faite le 15 janvier 2023. L'exploitant a précisé que les derniers tests, démarrage et formations des opérateurs sont prévus la 2^{nde} semaine de janvier 2024.</p>
<p>Observations :</p> <p>Nous demandons à l'exploitant sous un délai d'un mois de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – confirmer que les moyens de défense incendie complémentaires sont opérationnels, – fournir un descriptif technique détaillé et actualisé de l'installation de défense incendie automatique qu'il a mis en place, accompagné d'un plan actualisé des moyens incendie du site. <p>Ces moyens complémentaires de lutte contre l'incendie seront actés par arrêté préfectoral complémentaire lors de la prochaine inspection courant 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rétention et gestion des eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 3.3.2</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Rétentions et Gestion eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose d'une capacité minimale de confinement des eaux d'extinction d'incendie présentant à tout moment un volume minimum disponible de 240 m³.</p> <p>Les eaux d'extinction sont confinées au moyen des dispositifs de disconnexion mentionnés à l'article 3.2.5.</p> <p>Les eaux d'extinction confinées sont pompées, évacuées et traitées comme des déchets dans des installations conformes à la réglementation.</p> <p>La consigne mentionnée à l'article 3.2.5 précise les modalités de gestion des effluents confinés.</p>

<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté l'achèvement des travaux de mise en place d'un bassin tampon de 700 m³, matérialisé par la mise en place de deux bâches souples de 350 m³ chacune.</p> <p>Le volume de cette rétention est dimensionné par rapport aux moyens complémentaires de lutte contre l'incendie qui seront prochainement opérationnels.</p> <p>Ces bâches servent en exploitation normale pour réguler le débit des eaux pluviales avant rejet au milieu naturel. La fermeture des vannes d'isolement leur permet de servir de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.</p>
<p>Observations :</p> <p>Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de fournir un plan actualisé avec l'emplacement des bâches.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Vannes barrage eaux extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 3.2.5</p>
<p>Thème : Risques accidentels, vannes barrages EI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.2.5. Isolement avec les milieux</p> <p>L'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées de l'établissement par rapport à l'extérieur est assuré par trois vannes guillotines positionnées, en sortie des séparateurs d'hydrocarbures n°1 à 3, et, à terme, par deux vannes guillotines positionnées, l'une en aval du bassin tampon mentionné à l'article 3.4.1, l'autre en sortie du séparateur d'hydrocarbures n°3.</p> <p>Ces dispositifs sont facilement accessibles et manœuvrables en toute circonstance. Leur emplacement est clairement identifié par des signalisations adéquates. L'exploitant s'assure de leur bon fonctionnement permanent par des essais et un entretien régulier.</p> <p>L'entretien préventif et les modalités de manœuvre de ces dispositifs sont définis par une consigne portée à la connaissance du personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence des trois vannes d'isolement sur le site.</p> <p>Ces dispositifs sont facilement accessibles et manœuvrables en toute circonstance. Leur emplacement est identifié et connu des opérateurs du site.</p> <p>L'entretien préventif et les modalités de manœuvre de ces dispositifs sont définis par une consigne portée à la connaissance du personnel.</p>
<p>Observations :</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de tenir à jour dans son registre un suivi des dates d'essais périodiques du bon fonctionnement et d'entretien des vannes d'isolement.</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : consignes de sécurité mise en rétention EI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.2.3</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Consignes sécurité mise en rétention EI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévus à l'article 3.2.5, • la mise en rétention des eaux d'extinction d'incendie prévue à l'article 3.3.2.
<p>Constats :</p> <p>Les consignes et modes opératoires de mise en œuvre des vannes d'isolement existent et sont</p>

connus des opérateurs du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.4.7
Thème : Risques accidentels, détection incendie
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place des détecteurs d'incendie dans l'établissement, ainsi qu'un dispositif de nature à détecter l'échauffement éventuel des stockages de déchets, en vue d'une détection précoce des départs de feu et incendie.</p>
<p>Constats : Le déclenchement du dispositif complémentaire de lutte incendie est asservi à un système de détection de flammes, qui vient compléter le système de détection incendie actuel, matérialisé par une caméra thermique (distributeur : KOOI) positionnée sur le pilier de l'un des hangars de stockage du CSR, qui balaye le site de long en large et de haut en bas en permanence. Les images de la caméra sont reportées sur un ordinateur et un téléphone portable appartenant à l'exploitant. La totalité du site est balayée en environ 2 minutes 30 secondes. L'objectif de la caméra est de détecter l'apparition de feux couvants. Basée sur l'infrarouge, la caméra mesure la température d'ambiance et offre 3 niveaux de détection :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) la présence d'une température élevée sur une superficie assez conséquente (nombre de pixels), 2) une élévation de température dans le temps à un endroit donné, 3) l'atteinte d'une température très élevée à un endroit donné. <p>À la demande de l'exploitant, par souci de confidentialité, les explications sur le nouveau dispositif de détection de flammes ne seront pas développées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet